

VIETNAM :

Le débat est ouvert aux U.S.A.

JOHNSON a hésité. Mais, finalement, il a repris les bombardements sur le Nord-Vietnam.

Au même moment, le délégué des Etats-Unis à l'O.N.U., M. Goldberg, demandait la réunion du Conseil de Sécurité, tout en faisant savoir qu'il ne s'opposerait pas à ce que le Front National de Libération du Sud-Vietnam soit invité aux débats du Conseil.

En apparence, on en est revenu à peu près au même point qu'avant la série des trêves de Noël et du Têt (les fêtes qui marquent le début de l'année dans le calendrier chinois) :

- Les combats terrestres sont encore plus amples et plus acharnés ; 40.000 soldats américains combattent dans les marais et dans la jungle ;
- Les raids au nord du 17° parallèle reprennent, sous le prétexte d'empêcher ou de limiter l'aide du Nord-Vietnam aux maquisards du Sud ;
- Les Etats-Unis s'efforcent plus que jamais de rejeter sur les Vietnamiens (combattants du Sud et gouvernement de Hanoi) la responsabilité de la guerre.

Le choix est plus clair

CEPENDANT, derrière cette reprise de la guerre, il faut voir l'affaiblissement de la position américaine, qui est immense.

La vérité est que personne de sensé — y compris Johnson — ne croit plus à la « victoire ». Le choix est devenu plus clair : ou bien les forces armées américaines vont s'enliser profondément dans une guerre sans issue, et qui devient impopulaire, ou bien il leur faudra prendre le risque d'attaquer la Chine.

Or cette perspective de l'ultime escalade, l'opinion américaine l'accepte moins que jamais. La semaine dernière, on a assisté à ce spectacle

singulier — sur lequel la presse française s'est montrée bien muette — du président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, M. Fulbright, criblant de questions, avec l'aide d'autres sénateurs qui ne sont nullement « de gauche », le secrétaire d'Etat Rusk.

Le défi de Fulbright

M. Fulbright a mis le gouvernement Johnson au défi de justifier par un résultat quelconque les « énormes sacrifices en vies humaines et en argent ». Il a accusé le gouvernement d'avoir pris inconsidérément des engagements qui pourraient mener à une troisième guerre mondiale. M. Rusk était visiblement sur une défensive gênée.

Ces nouvelles dispositions d'esprit, de la part de personnages qui ont toujours soutenu Johnson dans sa politique indochinoise, sont évidemment le résultat d'un double processus :

1 Pour la première fois depuis huit ans, l'opinion internationale pèse sur les décisions de l'Amérique. Et elle pèse dans le sens de la paix. Il ne faut négliger aucun des éléments qui ont concouru à créer cet état de fait. Le dernier élément en date est l'obstination avec laquelle le Vatican s'oppose à la poursuite de cette guerre. On peut imaginer que la puissante Amérique a fait de grands efforts pour se libérer d'une telle pression. Mais, dans les conditions présentes, l'influence du Tiers Monde s'exerce sur le Vatican, qui est lui-même comptable vis-à-vis de l'opinion du Tiers Monde.

2 Le vent tourne en Amérique même. Johnson a beau expliquer que l'effort de guerre n'entre pas en concurrence avec son programme social intérieur (la « Grande Société »), lorsque

le Sénat doit voter des rallonges de crédits, il y a contradiction entre les besoins sociaux et les nécessités de la guerre. C'est pourquoi, la contestation opposée à l'escalade est sortie des cercles pacifistes et des milieux universitaires, pour gagner l'opinion parlementaire moyenne. Ni Rusk, ni Johnson, ne peuvent se dispenser maintenant de recourir au Parlement pour obtenir une confirmation des pouvoirs très larges qui avaient été concédés à l'Exécutif en 1963. Le débat s'ouvre devant le peuple américain. Le « Vietcong » a obtenu là un succès politique aux conséquences immenses.

Paul Parisot.

**Communiqué de la
Fédération de Paris
du P. S. U.**

L'offensive diplomatique des Etats-Unis se termine comme le parti de la guerre préventive le souhaitait : les bombardements du Nord-Vietnam ont repris, le danger de l'extension du conflit augmente chaque jour.

Le P.S.U. a proposé à ses partenaires de la gauche, une campagne d'action commune réclamant la cessation des bombardements au Nord-Vietnam, la reconnaissance du F.N.L du Sud-Vietnam, l'ouverture de négociations avec le F.N.L., l'évacuation des troupes étrangères.

Le P.S.U. appelle donc ses militants à participer également à la manifestation organisée devant l'ambassade américaine, le jeudi 3 février à 19 h.